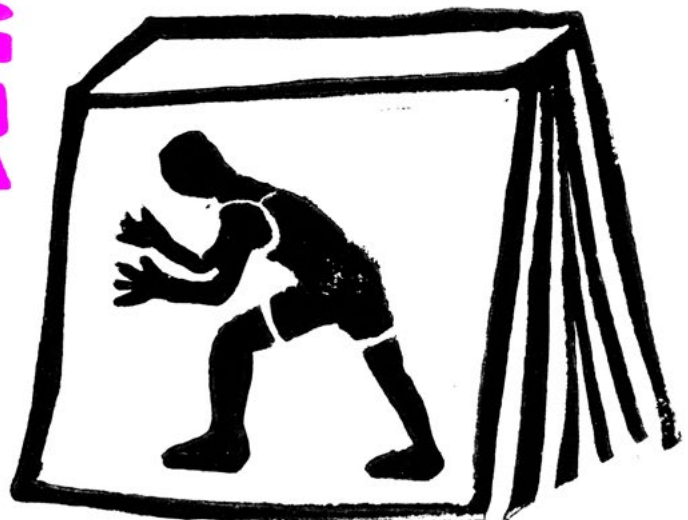
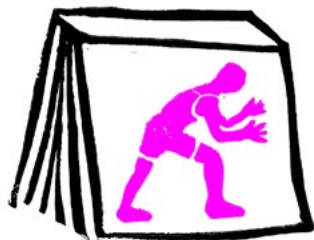


Être un petit éditeur engagé dans la Russie d'aujourd'hui

Le cas de la maison d'édition Ad Marginem

par Bella Ostromooukhova (France/Russie)

CONTRE
POUVOIR



Depuis une vingtaine d'années le secteur de l'édition russe, économiquement dominé par des grands groupes éditoriaux, connaît une explosion du nombre de petites maisons d'édition qui se disent « indépendantes ». Ces dernières s'opposent aux « grands » éditeurs dont le système de valeurs est fondé essentiellement sur la rentabilité, mais elles s'opposent aussi à l'État en tant que force coercitive, dans un contexte où le pouvoir politique rétablit progressivement le contrôle de la sphère culturelle. L'étude de la maison d'édition Ad Marginem permet de montrer, à partir d'un exemple concret, la nature et l'évolution de ces oppositions, lesquelles résultent d'un engagement multiforme et d'une posture intellectuelle critique des dirigeants qui revêtent des significations différentes au fil du temps.

Being a politically committed publisher in today's Russia. The case of the publishing house Ad Marginem

For the past twenty years, the Russian publishing sector, economically dominated by large conglomerates, has witnessed an explosion of small publishing houses. These "independent" houses are in opposition to the "big" publishers whose value system is profit-driven, but they are also opposed to the State as a coercive force, at a time when the government is gradually regaining control of the cultural sphere. The concrete case study of the publishing house Ad Marginem illustrates the nature and development of these oppositions which are the result of a commitment on many levels and an intellectual stance that is critical of the rulers, and which take on different meanings with the changing times.

« Le travail d'un éditeur entraînerait donc, par définition, une prise de position, même si elle n'est pas toujours exprimée directement »

Dans une interview accordée au quotidien de Novossibirsk *Taïga Info*, Mikhaïl, l'un des deux propriétaires de la maison d'édition indépendante moscovite Ad Marginem formulait sa position vis-à-vis de son engagement de la manière suivante :

Taïga Info : « *Est-ce qu'une maison d'édition et ses auteurs doivent avoir une position claire concernant les événements sociaux et politiques ? On pourrait vivre et gagner sa vie sans cela, non ?* »

M.K. : « *Vivre et gagner sa vie, oui, certes, mais pas avec des livres. Le livre est un média, et une prise de position politique finit par transparaître d'une manière ou d'une autre (...). Si on ne la formule pas clairement, elle surgit tout de même, à travers les divergences (ou les convergences) « esthétiques » avec le pouvoir dont parlait Andreï Siniavski* » (Kotomine, 2010).

Le travail d'un éditeur entraînerait donc, par définition, une prise de position, même si elle n'est pas toujours exprimée directement. La référence au dissident Siniavski¹ n'est pas anodine : elle sert à établir un lien avec le passé soviétique où les engagements politiques, exprimés le plus souvent à travers des supports clandestins, quelle que soit leur teneur idéologique et leur degré d'opposition au pouvoir en place, avaient un dénominateur commun, celui de défendre le droit à la liberté d'expression et de pensée. La référence historique au dissident comme modèle d'intellectuel engagé (Vaissié, 1999) et à son média de prédilection, le *samizdat*² – constitue l'un des repères spécifiquement russes en matière d'engagement.

Il y en a d'autres. Pendant la *perestroïka*, la Russie a vu un fourmillement de mouvements informels mobilisés autour de causes variées (droits de l'Homme, mais

aussi écologie, culture, patrimoine), qui témoignaient de formes d'engagement très diverses, souvent distinctes à la fois de la dissidence et des relais du pouvoir (Sigman, 2009). Les années 2000 – marquées par l'instauration de « la verticale du pouvoir » et de la « dictature de la loi » par Vladimir Poutine – ont vu une « appropriation du politique par des gens ordinaires qui s'emparent de la législation pour défendre leurs droits (...) sur des dossiers très précis » (Merlin et Brenez, 2012). Cette période a également été ponctuée par des vagues de mouvements de contestation qui ont culminé en décembre 2011 avec les manifestations de grande envergure contre les fraudes lors des élections législatives puis présidentielles, et qui ont débouché sur des répressions, radicalisant ainsi les rapports entre un État qui tend à réduire de plus en plus le pluralisme dans les champs partisan, électoral et médiatique (Raviot, 2008), et une « société civile » en quête d'autonomie (Daucé, 2012).

La contestation politique *stricto sensu* n'est toutefois que l'une des formes possibles d'un « engagement », qui peut être vu plus largement comme une volonté de « *fournir aux citoyens des éléments de débat et de réflexion (...) pour animer les débats publics* » (Douyère, Pinhas, 2008). C'est le but que se donnent les petites maisons d'édition occidentales, dans leur lutte pour obtenir un « accès à la parole » dans un espace public dominé par des grands groupes (Schiffrin, 2005). Pour la Russie contemporaine où, à cette domination, se superposent les verrouillages pratiqués par un État autoritaire, cette volonté, vue comme l'une des conditions nécessaires à l'existence d'une « société civile »³, a été beaucoup étudiée, dans le cadre du fonctionnement des associations (Daucé,

2012 ; Le Huérou et Rousselet, 1999 ; Colin Lebedev, 2013), ou dans celui des mobilisations de masse (Gabowitsch, 2013 ; Merlin et Brenez, 2012). Dans le présent article, fondé sur une enquête de terrain menée par l'auteure depuis 2012⁴, nous nous proposons d'analyser l'engagement dans le cadre de l'édition indépendante, en étudiant le cas d'une petite maison d'édition qui se positionne comme « engagée », Ad Marginem.

Avant d'esquisser les grands traits du paysage éditorial de la Russie contemporaine et de retracer le parcours d'Ad Marginem, ainsi que les différentes inflexions qu'a connues son engagement, précisons la manière dont nous concevons ce dernier. Pour nous, l'engagement n'est ni une donnée statique, ni une stratégie consciente d'un « entrepreneur de protestation ». « Moment privilégié de construction, de maintenance des identités » vues comme « le fruit d'un travail incessant de négociation entre les actes d'attribution (...) venant d'autrui et des actes d'appartenance qui visent à exprimer l'identité pour soi » (Neveu, 2002), l'engagement se redéfinit à chaque instant, façonné par des pratiques qu'il contribue à son tour à remodeler.

Le contexte russe : un marché du livre jeune en cours de polarisation

À la différence du marché du livre occidental qui a connu une évolution relativement continue tout au long du XX^e siècle, celui de la Russie a été ponctué de cassures. En effet, avant la fin des années 1980, l'intégralité de la chaîne de production et de diffusion du livre – investie, tout comme les autres branches de production

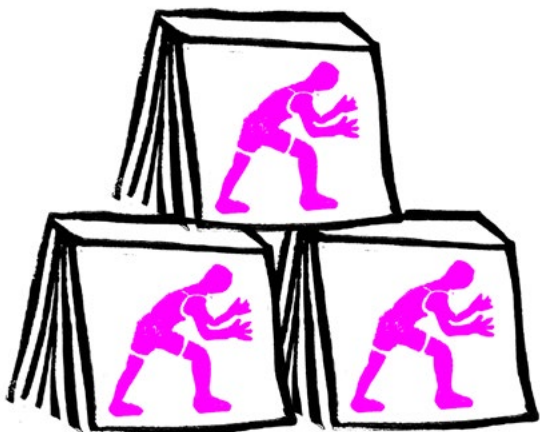
¹ L'écrivain Andreï Siniavski (1925-1997) était une figure emblématique de la dissidence.

² Expression venant du russe *sam* (soi-même) et *izdat'* (publier) qui désigne des pratiques illégales de publication artisanale et clandestine, consistant à taper à la machine des manuscrits censurés et à les diffuser parmi ses proches.

³ Les diverses formes de protestation civile ont été pensées, dès la *perestroïka*, comme un « élément de libéralisation et de démocratisation du régime politique permettant l'apparition de contre-pouvoirs face à l'État » (Daucé, 2005).

⁴ L'enquête, toujours en cours, comporte des entretiens semi-directifs conduits par l'auteure avec seize éditeurs et libraires indépendants moscovites en juin 2012 et en décembre 2014.

« Une polarisation, apparue vers la fin des années 1990, a culminé fin 2013 avec, notamment, la fusion de deux leaders du marché du livre russe »



culturelle, d'une très forte fonction de légitimation du régime en place – se trouvait sous la tutelle de ce dernier. Trois cents maisons d'édition appartenant à l'État concentraient tous les moyens de production et de diffusion. La production et la vente des livres devaient se faire en accord avec les objectifs de l'économie planifiée, et s'aligner sur les besoins de l'État plutôt que sur ceux des lecteurs (Thiesse et Schmatko, 1999). La curiosité de ces derniers n'était par conséquent pas entièrement satisfaite par l'offre. De nombreux ouvrages, qui ne passaient pas le filtre de la censure, étaient publiés par le biais du *samizdat* qui a constitué, avec un marché noir qui s'était également développé, un moyen alternatif – quoique illégal – d'étancher la soif de savoir des lecteurs avertis.

À partir de l'éclatement de l'URSS et de la disparition du régime soviétique, la situation change radicalement. Le nouvel État russe retire brusquement son appui à la sphère culturelle, qui se retrouve soudain confrontée aux lois du marché. Les années 1990 peuvent être qualifiées de période d'anarchie, lorsque les maisons

d'édition représentaient « une multitude de petites entreprises parmi lesquelles régnait une intense concurrence » (Thiesse, Schmatko, 1999).

Une polarisation, apparue vers la fin des années 1990, a culminé fin 2013 avec, notamment, la fusion de deux leaders du marché du livre russe, Eksmo et AST⁵. Toutefois, la part des petits et moyens éditeurs continue à être considérable. Ainsi, sur les 5 727 maisons d'édition officiellement recensées par l'Agence fédérale russe pour la Presse et les Communications, 37 % ne produisent qu'un nouveau titre par an, et 47,2 % en produisent entre 2 et 11 (*Marché du livre en Russie*, 2014). En termes de volume de production, la place des petits reste également importante : si, en 2013, 9,8 % de tous les ouvrages parus avaient été édités par Eksmo et AST, 77,7 % étaient produits par de moyennes et petites maisons d'édition (*Marché du livre en Russie*, 2014). Structures éparpillées, celles-ci commencent à organiser, depuis très récemment, des réseaux de coopération. L'Alliance des éditeurs indépendants⁶, qui existe juridiquement depuis février 2012, réunit près de 200 éditeurs et libraires indépendants auxquels elle permet, par exemple, d'avoir plus de visibilité lors des salons du livre. Elle se fixe comme objectif de « promouvoir non pas la vente d'un livre concret, mais la lecture en tant que telle, défendre le lecteur et la culture » contre la conception du « livre comme marchandise » des grandes maisons d'édition (Kaplin, 2012). Ainsi, face aux « grands » qui sont mus en premier lieu par des logiques marchandes, les petits éditeurs auraient, en définitive, un engagement civil⁷ qui dépasserait la stricte sphère littéraire, engagement grâce auquel ils existent et au nom duquel ils sont prêts à sacrifier le profit.

À cette position assez semblable à celle que l'on peut observer, par exemple, en France (Legendre, Abensour, 2007 ; Douyère, Pinhas, 2008), s'ajoute une spécificité due au contexte politique russe actuel, marqué par un contrôle accru de l'État dans le domaine de la parole publique et par la radicalisation des rapports entre ce dernier et les diverses formes d'opposition que nous avons mentionnées en introduction. Être un éditeur engagé ne consiste donc pas uniquement à définir son indépendance financière et culturelle vis-à-vis des grands groupes éditoriaux, mais également à définir sa place entre un État qui, tout en produisant des aides à la publication, tend à contrôler de plus en plus étroitement la parole publique, et des oppositions, plus ou moins radicales, d'horizons politiques divers.

L'engagement comme moteur et résultat de l'évolution des maisons d'édition : l'exemple d'Ad Marginem

La composante « engagée » est peu visible au premier abord pour la maison d'édition Ad Marginem. La présentation de la maison sur son site⁸, tout en donnant une explication succincte de son nom (« sur les marges »), définit sa politique éditoriale comme étant très large (« littérature contemporaine russe et étrangère, philosophie occidentale de la seconde moitié du XX^e siècle et des textes de non-fiction portant sur des problèmes actuels de la culture contemporaine »). Le logo, centré sur un jeu avec les caractères typographiques du nom latin non-translittéré en cyrillique, semble conférer à la maison

⁵ Occupant le premier rang dans le classement des maisons d'édition russes selon le chiffre d'affaires annuel, le nombre d'ouvrages parus et d'exemplaires produits, ces deux groupes apparaissent en 55^e (Eksmo) et 60^e (AST) position dans le classement mondial « Global ranking of the Publishing Industry », avec, respectivement, 232 et 194 millions de dollars de bénéfices en 2012.

⁶ <http://book-alliance.ru/>

⁷ Un « engagement civil » signifie que le livre est conçu comme faisant partie d'un projet social, comme un outil pour agir sur le lecteur et pour façonner l'espace urbain.

⁸ <http://admarginem.ru/>

« [Ad Marginem] se trouve au centre de plusieurs initiatives qui animent actuellement le monde de la petite édition »

d'édition un caractère savant, en retrait du monde qui l'entoure :

Ad Marginem

Cette image de tour d'ivoire est démentie par la place qu'occupe Ad Marginem dans le paysage éditorial russe. En tant que l'une des plus anciennes et des plus en vue⁹, cette entreprise indépendante se trouve au centre de plusieurs initiatives qui animent actuellement le monde de la petite édition.

La maison a été fondée par Alexandre, philosophe de formation, déjà actif à l'époque soviétique. Le nom Ad Marginem désignait à l'origine une collection dont il était responsable, dans les années 1980, et qui publiait des auteurs considérés en URSS comme étant « en marge » de la philosophie. Alexandre a transposé ce projet dans la maison d'édition indépendante qu'il a créée en 1993, dans un sous-sol au centre de Moscou, conjointement à une librairie du même nom. En 1996, Alexandre a été rejoint par Mikhaïl, alors étudiant en lettres, qui s'est d'abord chargé de diversifier l'offre en publiant des œuvres de fiction russe contemporaine, avant de devenir le codirecteur de la maison en 2001.

Début des années 2000 : un engagement politique

« malgré soi », à teneur ambiguë

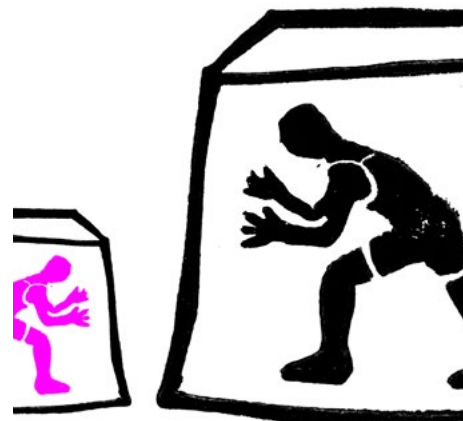
À la fin des années 1990, Ad Marginem lance, grâce à Mikhaïl, un « projet littéraire », en publiant des écrivains russes « marginaux », peu connus du grand

public, comme, par exemple, Vladimir Sorokine. Celui-ci avait commencé à publier dans les années 1980 comme auteur *underground*, en France et dans des revues *samizdat*, puis dans des revues littéraires dans les années 1990. C'est donc en tant qu'œuvre d'un auteur jusqu'ici uniquement connu de cercles confidentiels d'artistes moscovites que paraît chez Ad Marginem, en 1999, *Le Lard bleu*. Ce livre provocateur, qui mêle un futur et un passé proches et met en scène des orgies sexuelles impliquant Hitler et Staline, a connu un grand succès médiatique. Et ce, notamment, grâce au scandale déclenché par une organisation de jeunesse pro-Poutine, *Idouchtchie Vmeste* (« Ceux qui marchent ensemble »), qui a attaqué l'écrivain en justice pour « pornographie ». Le scandale s'est également répercuté sur Ad Marginem, dont l'image aurait changé : « À travers le scandale avec Sorokine, nous avons été transportés vers la zone des prises de positions politiques par les livres (...). C'était étrange pour nous, car nous partions a priori d'une logique littéraire (...). Ce n'était pas pour provoquer, c'était pour élargir le champ des possibles dans la littérature, mais la situation a vite dérapé (...) et on s'est mis à parler de nous en des termes politiques (Mikhaïl, 2014). »

Qu'il s'agisse ou non d'une politique éditoriale volontaire, Ad Marginem publie par la suite une série d'œuvres discutables – et vivement discutées. Le roman autobiographique de Baïan Shirianov, *Le bas pilotage* (2000), qui décrit son expérience des drogues dures, vaut à la maison d'édition un avertissement du ministère de la Presse et des communications, ainsi qu'une saisie d'une partie des exemplaires par la police. Ont suivi

deux essais qu'Édouard Limonov, fondateur du parti d'opposition « National-Bolchevik »¹⁰, alors emprisonné, leur a envoyés de prison (*Le livre de l'eau*, 2002, et *Dans les gèdes*, 2004), et surtout *Monsieur Hexogène* d'Alexandre Prokhanov (2002), un roman conspirationniste décrivant des attaques terroristes qui avaient réellement eu lieu à Moscou à la fin des années 1990 comme un complot des forces de l'ordre pour faire accéder Poutine au pouvoir.

Pour Mikhaïl, l'intérêt de cette dernière publication relevait strictement du domaine littéraire : il s'agissait d'un auteur soviétique totalement oublié qui se mettait soudain à écrire des œuvres « étranges », décalées (Mikhaïl, 2014). Toutefois, ses confrères auraient repris une rhétorique non littéraire en déplaçant le débat dans le champ du politique et en accusant l'auteur – et avec lui, la maison d'édition – d'antisémitisme et de nazisme¹¹. D'autres, à l'instar de l'écrivain Zakhar Prilepine, ont accueilli Prokhanov comme l'auteur qui aurait « fait exploser le monde littéraire, occupé alors par le public libéral » et qui aurait permis



⁹ Le *Rapport sur le marché du livre en Russie* de l'Agence fédérale pour la Presse et les moyens de communication de masse (*op.cit.*, p.27) place Ad Marginem dans le top 10 des maisons d'édition « spécialisées dans les sciences humaines », bien que son volume de production soit bien inférieur à celui des autres maisons de cette catégorie (7 nouveautés en 2014 contre 88 et 85 pour les deux leaders). Par ailleurs, plusieurs ouvrages édités par Ad Marginem ont reçu des prix nationaux.

¹⁰ La doctrine de ce parti, très hétérogène et ayant évolué dans le temps, est difficile à qualifier dans des termes se rapportant à la politique occidentale (Nikolski, 2013).

¹¹ Ces accusations étaient liées, entre autres, à la réputation de l'auteur, adepte du « néo-éurasisme », que l'on rapproche du nazisme, et rédacteur du journal d'extrême droite *Zavtra*.



l'avènement « d'écrivains de gauche » dont lui-même estime faire partie (Prilepine, 2011)¹². Plus qu'au pouvoir en place, ce type de littérature s'opposerait donc au « public libéral », c'est à dire à l'*intelligentsia* pro-occidentale issue de la *perestroïka*.

La publication de ces ouvrages ne permet pas de parler d'un engagement politique cohérent. De bords politiques divers, voire sans teneur politique précise, ces livres ont un dénominateur commun, celui de créer le scandale en s'opposant tantôt à l'*establishment* littéraire bien pensant, tantôt au régime politique en place, tantôt aux deux. Qu'il s'agisse d'une stratégie de réussite préméditée ou d'une trajectoire subie – ou, le plus probablement, d'un mélange des deux – cette politique éditoriale confère à la maison d'édition la réputation de rebelle, en même temps qu'elle consacre son succès financier.

Une « croissance traumatique » et les transformations liées au succès

L'intérêt médiatique provoqué par la publication du *Lard Bleu* a en effet entraîné, selon Mikhaïl, un brusque changement d'échelle de son activité : alors que jusque-là les tirages étaient de l'ordre de 1 000 exemplaires, *Le Lard Bleu* s'est vendu à 100 000 exemplaires. Mikhaïl désigne ce moment comme le début d'une « croissance traumatique » : la maison d'édition a dû changer rapidement de système de production et de distribution, ce à quoi

elle était structurellement peu préparée. En effet, au début des années 2000, la maison fonctionne encore sur un mode très peu formalisé : l'essentiel des tâches est assumé par Alexandre et Mikhaïl ainsi que par quelques sous-traitants (correcteurs et graphistes). Il n'y a ni service de distribution spécifique, ni même de comptable professionnel. Le changement d'échelle, favorisé par une configuration économique propice en Russie au milieu des années 2000, permet à Ad Marginem de se doter d'une troisième personne à salaire fixe, une responsable pré-press. Pendant cette période faste, la maison d'édition renforce la politique éditoriale initiée à la fin des années 1990, en mettant l'accent sur la publication de la « nouvelle fiction russe ». Une quinzaine de jeunes auteurs présentés comme novateurs¹³ sont ainsi publiés par Ad Marginem entre 2005 et 2009. La composante politique de l'engagement de la maison d'édition se trouve donc atténuée : il s'agit avant tout d'un engagement intellectuel qui consiste à contribuer au renouveau de la prose de fiction russophone.

Cette période de croissance et de professionnalisation de la maison d'édition culmine aux alentours de 2008, lorsque ses propriétaires décident de déléguer la distribution à AST. Le contrat stipule que Ad Marginem garde son autonomie éditoriale tandis qu'AST paie l'impression et récupère les exemplaires imprimés qu'elle se charge ensuite de stocker et d'écouler à travers ses réseaux. Cette collaboration durera près d'un an, jusqu'à ce qu'AST commence ce que Mikhaïl

qualifie de « politique d'étranglement » : dans le but de racheter Ad Marginem, le distributeur arrête de payer l'imprimeur, stoppant ainsi toute production. Refusant la fusion, Ad Marginem rompt le contrat avec AST, se retrouvant « sans argent, sans marché, sans stock car tout était chez AST ».

Le renouveau de l'engagement : « l'énergie de protestation »

Pour reconstruire un réseau de diffusion et reconstituer un fonds de roulement, Ad Marginem adopte tout d'abord des solutions proposées par un nouvel employé, Piotr, membre actif du mouvement antifasciste moscovite. Ce dernier propose d'écouler les restes disparates de stocks dont dispose encore la maison d'édition en organisant des événements festifs accompagnés de ventes dans les locaux mêmes d'Ad Marginem. Mobilisant son savoir-faire et ses réseaux associatifs, Piotr organise quatre événements de ce type, dont le dernier attirera près de cinq mille personnes. De par leur forme et les réseaux alternatifs qu'ils mobilisent, ces ventes prennent une tournure contestataire du régime, faisant ainsi écho aux mobilisations de masse de 2010-2011. La direction d'Ad Marginem assume cet engagement. Interviewé par un quotidien de Novossibirsk lors de la vente dans un club de la ville, Mikhaïl déclare : « *Ce n'est pas facile de trouver aujourd'hui la métaphore du temps présent. Toutefois, on voit poindre certains processus dans la société : les rassemblements du 31¹⁴, la forêt de Khimki¹⁵, les Monstrations¹⁶, etc. Oui, j'aimerais bien trouver un livre qui reflèterait cette nouvelle énergie contestataire* »

¹² Cet engagement « à gauche » de Zakhar Prilepine n'est pas évident car il est affilié au parti National-Bolchevik, et, de surcroît, ses derniers romans attestent d'un retour vers des valeurs « fondamentales ». Mikhaïl parle plutôt d'une « attitude de gauche » pour Prilepine à ses débuts, qui était un « jeune gars simple de province ».

¹³ Par exemple, le catalogue de 2009-2010 parle d'un pionnier du sous-genre de « fiction high-tech conspirationnelle » (Arsen Revazov, *Solitude* 12, 2005), d'un premier « roman d'épouvante russe » (Igor Lesev, 23, 2008), d'un « premier exemple d'une « fiction de bureau » », écrit par « l'écrivain estimé le plus « contemporain » en Russie » (German Sadulaev, *Tabletka*, 2008), etc.

¹⁴ « La stratégie 31 » est une action pour défendre la liberté des réunions publiques. Il s'agit d'une manifestation qui a lieu sur la place du Triomphe à Moscou, à 18h tous les 31 des mois à 31 jours, depuis le 31 mai 2010.

¹⁵ Le conflit autour de la forêt de Khimki, dans la région de Moscou, a opposé le ministère des Transports qui a décidé d'y faire passer une nouvelle autoroute et les défenseurs de la forêt (écologistes, mais également une large palette d'associations de riverains et de défenseurs de droits de l'Homme).

¹⁶ Les « Monstrations » (*monstraciia*) sont des mises en scène carnavalesques de manifestations (*demonstraciia* en russe), dépourvues du préfixe négatif « de ». Depuis 2004, elles ont lieu tous les premiers mai dans les grandes villes du pays. Il s'agit de défiler avec des slogans absurdes afin de protester contre la vacuité et la démagogie des discours officiels.

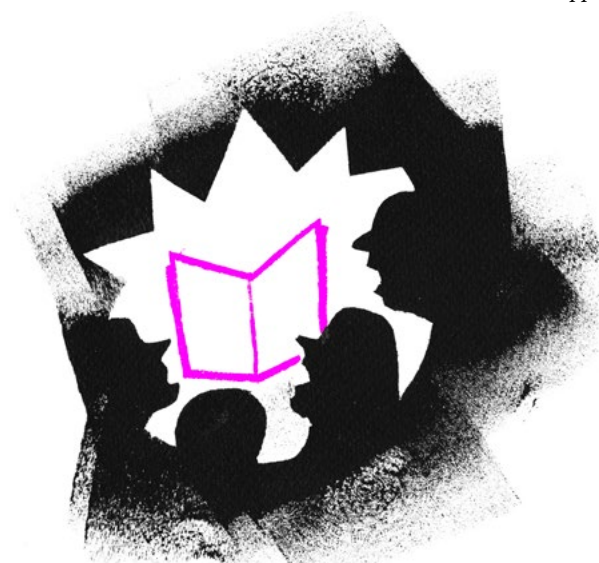
« Cette démarcation par rapport à une opposition franche et frontale au régime va de pair, toutefois, avec un engagement plus discret, mais tout aussi contestataire »

(Kotomine, 2010).

Ces foires ponctuelles ont culminé en septembre 2011 avec *Novaya Plochtchad'* (Nouvelle Place) dans la cour du Musée Polytechnique de Moscou. Organisée¹⁷ en contrepois à un grand salon du livre international qui se tenait en même temps dans le Parc des Expositions – salon que Mikhaïl qualifie de lieu « du discours officiel et des grandes maisons d'édition » – *Novaya Plochtchad'* est définie comme un espace communicationnel : « Pendant la foire, vous entendrez des vinyles, vous assisterez à des rencontres avec des auteurs, des traducteurs, des poètes (...). Tous ceux qui le souhaitent pourront prendre le micro et parler du livre qu'ils viennent de lire ou d'acheter. Nous vous invitons à sortir dans la rue non pas pour consommer, mais pour vous rappeler qu'une foire a toujours été un lieu d'échange d'informations, d'émotions, un lieu de sociabilité et non pas d'enrichissement matériel, tout comme le livre a toujours été pas tant une marchandise qu'un ami, un conseiller, une source de connaissances et d'autres points de vue. *Novaya Plochtchad'* est (...) une nouvelle agora, le Hyde Park du livre¹⁸. »

On voit ici le discours oppositionnel prendre une nouvelle coloration : plus qu'une contestation du pouvoir en place ou un rejet de l'*intelligentsia* libérale, il s'agit d'une opposition au monde de la consommation, au nom d'une valeur intellectuelle et morale du livre détachée de sa valeur commerciale. Cette opposition entre valeurs commerciales et valeurs

humanistes, à laquelle adhère Ad Marginem, l'inscrit dans une logique de la petite édition qui n'est pas propre à la Russie. Logique qui reste toujours la sienne depuis trois ans, alors que l'entreprise a retrouvé un équilibre précaire.



Spécialisation dans le design : vers un lectorat cosmopolite et éclairé

Un nouveau partenariat – avec le centre d'art contemporain Garazh –, lancé en 2012, a provoqué une nouvelle inflexion de la politique éditoriale d'Ad Marginem. La maison publie désormais en priorité des ouvrages de non-fiction¹⁹, des traductions de langues étrangères à 80 %, en lien avec les arts visuels. Un *design* très soigné grâce à la sous-traitance de jeunes graphistes spécialisés dans d'autres domaines

que l'édition et un recours aux imprimeries des Pays baltes qui auraient, notamment, plus facilement accès au papier utilisé en Occident, distinguent désormais ses livres de ceux de la grande distribution. Mikhaïl définit le nouveau lectorat potentiel comme composé de « ceux qu'on appelle des "hipsters" à Moscou, mais qui sont plutôt des gens tournés vers le monde global (...) non pas au sens où ils voudraient émigrer, mais dans celui d'une volonté de consommer autre chose ». Une « consommation » libérée de sa dimension purement économique grâce à sa composante sociale : « Il faut une nouvelle langue, qui arracherait le livre des rapports monétaires stricto sensu. Ce ne sera pas la langue des Lumières, stipulant qu'il existe des vérités absolues, des textes que tous doivent avoir lus. Ce sera plutôt la langue d'un discours sur les rapports sociaux, proche des urban studies. (...) Le livre aujourd'hui n'est pas un service, non. C'est plutôt quelque chose qui s'ajoute à une sociabilité nouvelle » (Mikhaïl, 2014).

Cette conception d'une nouvelle sociabilité, tournée vers le monde occidental, permet de placer sur un autre plan la composante contestataire. Mikhaïl prend bien soin de se distinguer de ceux qu'il appelle des « provocateurs », à savoir les médias et les maisons d'édition qui continuent à soutenir une rhétorique d'opposition au régime poutinien. Cette démarcation par rapport à une opposition franche et frontale au régime va de pair, toutefois, avec un engagement plus discret, mais tout aussi contestataire : alors que la rhétorique poutinienne prône

¹⁷ Il s'agissait de l'initiative d'un groupe d'éditeurs et de libraires indépendants (dont Ad Marginem).

¹⁸ Site de *Novaya Plochtchad'* (<http://indie-book-fair.livejournal.com>).

¹⁹ D'après Mikhaïl, le marché de la fiction serait désormais monopolisé par les grands groupes. Après la tentative d'absorption d'Ad Marginem par AST, la maison d'édition se voit contrainte d'abandonner cette niche.

« Plutôt que d'un engagement politique clair, on pourrait parler d'une posture intellectuelle critique dont le sens varie au gré des situations »

un renouveau du patriotisme (Le Huérou, Scieca-Kozlovski, 2009), la maison d'édition s'oriente vers un lectorat éclairé et occidentalisé, contestataire dans son apolitisme même, révélant ainsi une divergence « esthétique » avec le pouvoir.

Conclusion

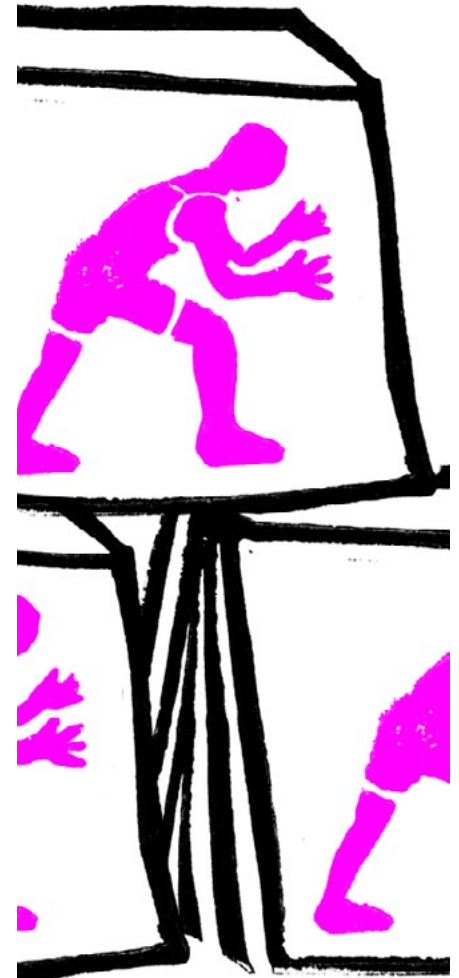
Interviewé par la revue *Business Online* sur la récente initiative d'Ad Marginem, financée par une banque, de distribuer des petits recueils de textes gratuits dans un grand parc moscovite, Alexandre l'a qualifiée « d'opportunisme pur jus » : « (...) Mais si l'on en croit Paolo Virno, l'opportunisme est le mode de vie de tout milieu précaire. Le problème des identités politiques doit être posé non pas d'un point de vue idéologique, mais managérial. Non pas « comment faire une révolution en Russie », mais « comment construire, du point de vue managérial, un État de gauche, c'est à dire orienté vers le social ». Avec l'argent d'une banque, nous avons monté un projet social de gauche : nous avons distribué des livres gratuits (Ivanov, 2013). »

Cette vision nous paraît emblématique de la façon dont les deux propriétaires d'Ad Marginem définissent l'engagement : plus que de promouvoir une idéologie précise, ce qui impliquerait d'entrer dans un rapport de force avec le pouvoir – économique ou politique –, il s'agit pour eux de promouvoir une certaine culture du livre, quitte à pactiser pour cela avec l'ennemi idéologique, que ce soit la Banque

ou l'État²⁰. En cela, Alexandre et Mikhaïl témoignent d'un pragmatisme assez proche de celui de leurs homologues britanniques, pour qui promouvoir des idées radicales n'empêche pas de jouer selon les règles du marché (Noël, 2011).

Ils semblent partager cette position avec leurs collègues du comité exécutif de l'Alliance des éditeurs indépendants, porte-paroles de deux cents de leurs confrères. Même ceux qui, d'après leur nom, leur présentation de soi et leur catalogue, pourraient témoigner d'un engagement politique oppositionnel vigoureux et clair, présentent celui-ci comme le fruit de circonstances, n'empêchant nullement de recourir aux fonds de l'État ou à des aides de mécènes privés idéologiquement hétérogènes. Plutôt que d'un engagement politique clair, on pourrait parler d'une posture intellectuelle critique dont le sens varie au gré des situations, parfois coïncidant – littéralement ou « esthétiquement » – avec une opposition au pouvoir politique en place, parfois s'en distanciant pour promouvoir des causes autres (une vie intellectuelle indépendante de la valeur marchande, etc.).

Il existe toutefois, en dehors de l'Alliance, un certain nombre de maisons d'édition revendiquant un engagement politique plus radical²¹. Créées et maintenues en vie par des bénévoles utilisant les technologies numériques et les réseaux sociaux, ce *samizdat* contemporain, en marge du champ de l'édition professionnelle, mérite certainement une étude à part.



²⁰ Dans l'entretien qu'il m'a accordé, Mikhaïl mentionnait, comme l'une des possibles sources de capital, des subsides de l'État. Cela ne lui paraissait pas contradictoire avec leur réputation de contestataires.

²¹ Certaines de ces maisons d'édition se revendiquent de la gauche radicale, comme *Radikal'naia teoria i praktika* – au départ un réseau informel de volontaires qui traduisaient collectivement des livres – qui est devenue une coopérative en 2014 et qui se spécialise dans l'histoire des mouvements libertaires (<http://rtpbooks.info>) ; ou *Svobodnoie marksistskoie izdatel'stvo* qui édite, depuis 2008, des traductions d'auteurs de la gauche radicale contemporaine (<https://fmbooks.wordpress.com/>). D'autres maisons, comme *Ultra.Cultura* (2003-2007, <http://www.ultraculture.ru/>) et *Ultra.Cultura 2.0* (2013-2014, <http://www.ultraculture.net/>), publient « tous ceux que les maîtres du discours dominant voudraient exclure de leur jeu de perles de verre », quelle que soit leur allégeance politique (manifeste de *Ultra.Cultura*).

Références

Agence fédérale russe pour la Presse et les communications, 2014.

Rapport sur le marché du livre en Russie. État général, tendances et perspectives, p. 22.

COLIN LEBEDEV, Anna, 2013.

Le cœur politique des mères. Analyse du mouvement des mères de soldats en Russie.

Paris : Éditions du CNRS.

DAUCÉ, Françoise, 2012.

Associations et partis en Russie : les (en)jeux de la différenciation.

Critique internationale, n° 55, p.17-34.

DAUCÉ, Françoise, 2005.

Les analyses de l'engagement associatif en Russie. Questions de recherche, n° 14.

DOUYÈRE, David et PINHAS, Luc, 2008.

L'accès à la parole. La publication politique des éditeurs indépendants.

Communication & langages, n° 156, p. 75-89.

GABOWITSCH, Mischa, 2013.

Putin Kaputt?! Russlands neue Protestkultur. Berlin : Éditions Suhrkamp.

IVANOV, Alexandre, 2013.

Il n'y a pas de concurrence. Business Online, 7 décembre.

IVANOV, Alexandre, 2012.

Les fondateurs de l'Alliance des éditeurs indépendants recommandent des livres aux lecteurs de Furfur. Furfur, 11 mars. Disponible sur Internet : www.furfur.me/furfur/culture/culture/157905-litterature

KAPLIN, Roman, 2012.

L'Alliance des éditeurs indépendants : plus un syndicat qu'un business. Universitetskaia Kniga, 23 mars.

KOTOMINE, Mikhaïl, 2010.

La naissance d'une nouvelle Russie des livres est imminente. Taiga.info, 31 août.

LE HUÉROU, Anne et ROUSSELET, Kathy, 1999.

La société civile en Russie, de l'utopie à l'engagement civique ?

Paris : La documentation française.

LE HUÉROU, Anne et SCIECA-KOZLOWSKI, Elisabeth (éds.), 2008.

Culture militaire et patriotisme dans la Russie d'aujourd'hui. Paris : Karthala.

LEGENDRE, Bertrand et ABENSOEUR, Corinne, 2007.

Regards sur l'édition, volume 1 – Petits éditeurs. Situations et perspectives. Paris : Ministère de la Culture et de la Communication.

MERLIN, Aude et BRENEZ, Lou, 2012.

Face au pouvoir russe, des mobilisations ténues mais vivaces.

Critique internationale, n° 55, p. 13.

NEVEU, Éric, 2002.

Sociologie des mouvements sociaux. Paris : La Découverte.

NIKOLSKI, Véra, 2013.

National-bolchevisme et néo-eurasisme dans la Russie contemporaine. La carrière militante d'une idéologie. Paris : Mare et Martin.

NOËL, Sophie, 2011.

Indépendance et édition politique en Grande Bretagne. Communication & langages, n° 170, p. 81-83.

PRILEPINE, Zakhar, 2011.

Ce serait « pêché » de se plaindre. Rossiiskaia Gazeta, 6 juin.

RAVIOT, Jean-Robert, 2008.

Démocratie à la russe : pouvoir et contre-pouvoir en Russie.

Paris : Ellipses.

SCHIFFRIN, André, 2005.

Le contrôle de la Parole.

Paris : La Fabrique.

SIGMAN, Carole, 2009.

Clubs politiques et perestroïka en Russie. Subversion sans dissidence. Paris : Karthala.

THIESSE, Anne-Marie et CHMATKO, Natalia, 1999.

Les nouveaux éditeurs russes. Actes de la recherche en sciences sociales, vol. 126-127, p. 75-89.

VAISSIÉ, Cécile, 1999.

Pour votre liberté et pour la nôtre. Le combat des dissidents de Russie.

Paris : Robert Laffont.



Auteure



Bella Ostromoukhova est maître de conférences de russe à l'Université Paris-Sorbonne, spécialisée dans la sociologie de la culture de l'URSS et de la Russie post-soviétique. Sa thèse de doctorat s'intitulait « Jouer et Déjouer. Construction sociale d'une jeunesse active à travers le théâtre amateur d'étudiants soviétiques, 1953-1975 ». Ses recherches actuelles portent sur les rapports entre l'État et la culture dans la Russie contemporaine, et plus particulièrement sur les petits éditeurs et les libraires indépendants.